

ARTICLE

Le dernier potlatch

1- Le Contact

Michel Wasserman

Mon oncle m'emmena à la salle paroissiale, où les chefs étaient réunis. Odan s'empara d'un sistre et parla. "Nous sommes venus dire adieu à notre vie"; puis il entonna son chant sacré. Tous les chefs, debout en cercle autour de leurs trésors, pleuraient comme si quelqu'un était mort.

James Charles King

Au mois de décembre 1921, sur l'îlot de Village Island, en Colombie Britannique, eut lieu pendant près d'une semaine une fête qui réunit près de quatre cents Indiens appartenant aux diverses tribus de la nation kwakiutl, et qui donna lieu à des transferts et à des distributions de biens considérables. Ce type de festivité, ou potlatch, était depuis une quarantaine d'années dans le collimateur du gouvernement canadien, exaspéré par l'ardeur de la population indigène à réunir les biens destinés à faire l'objet de distributions somptuaires au cours de ces rassemblements, et ce au mépris de toutes les recommandations d'investissement productif qui ne cessaient de leur être faites par les autorités civiles et religieuses.

Devant l'ampleur sans précédent de la manifestation de Village Island, l'administration décida de faire un exemple, traduisant en justice plusieurs dizaines d'indigènes, et menaçant d'emprisonner ceux dont les tribus refuseraient de lui remettre "tous leurs cuivres, masques, coiffures, couvertures, coffres et autres accessoires à usage exclusif du potlatch". Si certaines tribus refusèrent ce chantage, celles dont relevaient les principaux prévenus se soumirent pour épargner à des chefs coutumiers l'épreuve humiliante de l'incarcération, et les objets cérémoniels ainsi confisqués furent expédiés par les fonctionnaires fédéraux dans des musées d'anthropologie situés dans la partie orientale

du Canada, où ils demeurèrent dans des caisses pendant une cinquantaine d'années. Et ce furent finalement une vingtaine d'Indiens qui s'en allèrent purger leur peine à la prison de Vancouver.

Après la Seconde Guerre Mondiale, le Canada, qui s'était largement constitué, comme son voisin américain, sur la base de la négation des cultures indigènes, put considérer avoir suffisamment pacifié ce qui restait des populations autochtones pour se permettre de reconnaître leur droit à la différence dans un Etat qui, ironie de l'Histoire, fait aujourd'hui profession de "multiculturalisme", se flattant d'avoir été le premier au monde à adopter (en 1971) une politique officielle en ce sens.

De leur côté, les Indiens ne s'étaient jamais résolus à la perte de leur patrimoine, et entreprirent au cours des années soixante et soixante-dix d'obtenir son rapatriement. Après que le Législateur eut autorisé les musées publics à répondre favorablement aux demandes de restitution qui leur étaient faites par les peuples autochtones, il fut convenu que la collection, dite "Potlatch Collection", serait rapatriée à la condition qu'un musée fût construit sur place pour abriter les objets dans des conditions convenables de sécurité et de conservation. Des dissensions entre tribus rivales conduisirent à la solution peu banale de ventiler l'ensemble entre deux établissements qui furent construits dans des localités différentes au sein du vaste pays kwakiutl, et qui ouvrirent leurs portes respectivement en 1979 et 1980.

Les objets exposés, qui expriment tout à la fois le dolorisme de populations décimées à la suite du Contact et leur revendication identitaire dans le cadre de l'ensemble canadien, sont d'une vigueur et d'une qualité d'émotion exceptionnelles, et relèvent désormais pour la communauté indigène d'une sorte de Mémorial de l'holocauste humain et culturel qu'elle estime avoir subi.

SUR LA COTE DU NORD-OUEST

Il convient tout d'abord de broser le décor. Nous sommes littéralement au bout du monde, dans une sorte de Finistère canadien qui n'échappe à la neige et aux frimas que pour recevoir d'octobre à avril toutes les pluies du Pacifique. Le pays kwakiutl, héritage géologique d'une submersion partielle de la cordillère côtière, constitue un inextricable lacs d'îlots et de fjords, de part et d'autre du détroit parfois à peine plus large qu'un fleuve qui sépare du continent la grande île de Vancouver. La pêche miraculeuse faisait donc pour ainsi dire partie de l'ordinaire, toutes les richesses de l'océan venant se bousculer dans ce goulet d'étranglement: mammifères marins, crabes, mollusques, algues comestibles, ainsi que diverses espèces de poissons des mers froides (hareng, morue, flétan) parmi lesquelles le saumon, que l'on pêchait lorsqu'il revenait frayer au filet ou au harpon, ou bien encore en le capturant dans de petits barrages de branchages que l'on aménageait à cet effet à l'embouchure des fleuves côtiers.

L'activité d'approvisionnement en nourriture commençait au printemps, avec la fabrication sur les lieux mêmes de la pêche de la graisse du poisson-chandelle, particulièrement prisée des indigènes du Nord-Ouest, et se poursuivait jusqu'à la fin de la saison sèche (pour autant qu'il y en eût une dans ce pays de forte pluviosité) avec le retour en automne du dernier saumon. L'hiver étant dépourvu d'activité de recherche de nourriture, la subsistance de la communauté (l'une des plus enviables de ce point de vue parmi les populations aborigènes de l'Amérique du Nord) était entièrement dépendante de techniques sophistiquées de stockage par éviscération, séchage et fumage du poisson, qui était placé dans des boîtes et paniers prévus à cet effet, et dont la bonne conservation pendant la longue période hivernale faisait l'objet d'une surveillance attentive de la part des femmes, responsables de ce secteur essentiel de l'activité.

Par crainte de n'avoir jamais assez (mauvaise année, avarie ou pillage toujours possibles), on prenait soin de stocker bien au-delà des nécessités de la subsistance, de sorte que le produit du travail puisse, en année défavorable, assurer dans la mesure du possible la survie du groupe (même dans ce pays de Cocagne les famines conjoncturelles ne furent pas inconnues), mais surtout qu'il autorise en temps normal l'organisation des fêtes et cérémonies collectives auxquelles la population allait se livrer avec une passion et une prodigalité sans pareilles au cours des mois d'hiver.

Inégalitaire au suprême degré, la société kwakiutl attribuait en effet à son aristocratie une multitude de rangs, tous uniques, qui bien que ne pouvant être transmis que par voie héréditaire, se devaient pourtant d'être proclamés, puis régulièrement validés dans le cadre de festivités destinées à attester publiquement que l'intéressé (ou sa parentèle) étaient à même de satisfaire aux obligations somptuaires qui étaient les leurs.

Pour ce faire, des invitations étaient lancées hors du groupe, et les convives, dont la présence valait attestation de l'événement célébré ou reconnaissance de la validité du privilège revendiqué, étaient régalez en conséquence (et en abondance), assistaient à l'exécution d'un patrimoine chanté et dansé qui était l'apanage exclusif du groupe invitant dont il exaltait l'origine mythique et contribuait donc à justifier les prétentions, et se voyaient pour finir distribuer des biens matériels dont la valeur et l'ordre dans lequel ils étaient remis étaient absolument fonction du rang occupé par leur destinataire.

Dans une société sans écriture si préoccupée de hiérarchie et de prérogatives, la sanction apportée par le groupe invité revêtait donc la valeur qui serait celle d'un acte notarié dans la nôtre : aucune modification de statut, pour autoproclamée quelle fût, ne pouvait être admise ni en quelque sorte "enregistrée" sans une telle reconnaissance extérieure et collective, et les convives se voyaient donc en quelque sorte rétribués de leur peine et de leur bonne volonté comme nous devrions en pareil cas rémunérer l'homme de loi à qui nous avons confié nos intérêts. Bien que le terme de " potlatch " ait été emprunté à une langue de traite de la côte où ce mot exprimait l'action de donner, on voit qu'il ne s'agit en aucun cas d'un acte désintéressé : dans un potlatch, on donne fondamentalement pour satisfaire à une obligation de sa fonction, comme en une sorte d'impôt sur le prestige. Aucune position sociale, si élevée soit-elle, ne permet d'échapper à cet impératif de revalidation cyclique, bien au contraire : plus on est grand et plus on donne, d'autant plus que dans ce cas on peut compter sur la coopération (sans doute plus ou moins librement

consentie) de ses affidés, qui fournissent travail de main-d'oeuvre et contributions diverses à la réunion des marchandises ainsi qu'à l'organisation de la fête.

On donne libéralement parce que l'on est jaloux de sa propre renommée, mais aussi parce que l'on s'inscrit dans un lignage, et que l'on se doit de maintenir à niveau la gloire du nom et des titres que l'on a hérités de ses ancêtres, et qu'il est impératif de transmettre à ses descendants comme un patrimoine inviolé, sinon consolidé.

On donne enfin (ou le système n'est rendu économiquement viable que) parce que l'on participe d'une idéologie partagée par tous, et que l'on sait que l'on finira bien par récupérer sa mise à l'occasion d'un potlatch futur que l'invité de rang comparable sera contraint de donner à son tour, sauf à perdre lui-même le prestige attaché à son propre rang, en surenchérissant dans la mesure du possible (par nul autre souci que celui de sa propre gloire, il n'y est en effet pas tenu) sur ce qu'il a préalablement reçu.

L'affaire était bien entendu hautement ritualisée, et mettait à contribution l'ensemble de la parentèle, au nom de laquelle d'ailleurs elle était formellement organisée. La société kwakiutl avait pour unité de base un groupe infratribal, ou *numaym*, qui pourrait avoir rassemblé au début du dix-neuvième siècle une petite centaine de personnes, la « nation » kwakiutl elle-même comptant globalement une trentaine de tribus (réunion d'individus proches les uns des autres par le village de résidence et parlant un dialecte régional commun) et une centaine de ces unités.

Le *numaym* occupait dans le village une ou plusieurs grandes maisons de bois de cèdre à plan rectangulaire où cohabitaient, sur des galeries surélevées qui couraient le long d'une aire centrale, un certain nombre de familles apparentées. Le groupe se reconnaissait un ancêtre surnaturel commun, et vivait sous la férule d'une aristocratie dont les membres étaient censés descendre en ligne directe du héros fondateur, le chef étant lui-même l'aîné de la branche principale.

Le *numaym* exerçait en dehors de son village de résidence (et parfois fort loin de ce village) des droits exclusifs, et défendus jusqu'à mort d'homme s'il le fallait, sur des lieux de pêche, de chasse et de cueillette. Il était titulaire également de tout un patrimoine immatériel (noms, titres nobiliaires, privilèges) qui l'autorisait à arborer les blasons, à ériger les mâts et poteaux totémiques et à exécuter les chants et les danses (celles-ci le plus souvent masquées et requérant donc des accessoires spécifiques) qui exaltaient les liens qu'il avait originellement entretenus avec le monde surnaturel. Pour héréditaire qu'il ait pu être, c'est l'accès à l'exercice de ces privilèges qui était en jeu dans le potlatch et devait faire l'objet d'une reconnaissance par le groupe invité.

Dans la procédure strictement codifiée qui gouvernait les différentes étapes de la préparation et de l'exécution du potlatch, la recherche du consensus était constante, tant à l'intérieur du groupe invitant que, bien entendu, eu égard aux invités dont on requérait la caution. Le chef désireux de donner un potlatch devait donc avant toutes choses obtenir le consentement des membres influents de son propre *numaym*. En effet, si l'on parvenait à un accord sur l'organisation de la fête, ce serait le groupe dans son ensemble qui serait mis à contribution: il lui faudrait réunir puis stocker des surplus de nourriture en quantité suffisante pour traiter dignement un nombre élevé d'invités pendant plusieurs jours, il lui

faudrait surtout consacrer de longs mois, voire des années à fabriquer les objets qui seraient alors distribués: bijoux, boîtes et récipients divers, couvertures de fourrure, de poils de chèvre et d'écorce de cèdre, tapis, canoës...

L'accord obtenu, les préparatifs en bonne voie d'être achevés, des émissaires du donateur étaient dépêchés quelques semaines avant l'événement auprès des groupes que l'on prévoyait d'inviter, et transmettaient formellement l'invitation au cours d'une fête qui était donnée en leur honneur. Au jour dit, les invités arrivaient en canoë au village du donateur, où ils étaient accueillis en grande cérémonie sur la plage. Dans certains cas, on avait même sculpté à leur intention de grandes figurines de bois, partiellement immergées à marée haute, qui tendaient les bras vers le large en signe de bienvenue.

Les arrivants étaient alors conduits à leur place dans la grande maison prévue pour le potlatch, selon un ordre qui respectait rigoureusement le classement relatif de leur *numaym*, réputé intangible depuis les origines, et la position qu'ils y occupaient. Après que des allocutions de bienvenue aient été prononcées, la fête pouvait commencer, plus ou moins complexe et richement dotée selon l'importance de l'événement à célébrer. Discours, chants, danses et exhibition des blasons armoriés du groupe invitant concouraient à illustrer l'origine mythique du privilège revendiqué, les conditions surnaturelles ou guerrières dans lesquelles il avait été acquis par un ancêtre du groupe, la généalogie de ses détenteurs successifs et la légitimité avec laquelle il était en passe d'être transmis à son nouveau titulaire. Cet exercice auto-apologétique pouvait nécessiter plusieurs jours, et autant de libérales distributions de nourriture, et on profitait de l'occasion pour porter à la connaissance du groupe invité des événements de moindre importance, tels que l'octroi d'un nouveau nom à un enfant. Enfin venait la distribution des présents, effectuée en grande cérémonie selon les mêmes critères d'inégalité que ceux qui avaient présidé au plan de salle, c'est-à-dire que l'ordre dans lequel les convives étaient servis et la valeur de ce qu'ils recevaient étaient absolument fonction du rang qu'ils occupaient. La nature et la quantité des marchandises offertes à chaque destinataire était proclamée, tandis que des "comptables" s'affairaient à enregistrer mentalement ce qui avait été distribué en s'aidant de bâtonnets aide-mémoire.

Une telle computation n'implique toutefois nullement que le donateur se soit attendu à récupérer mécaniquement à l'occasion d'un potlatch ultérieur autant, sinon plus que ce qu'il avait donné: sa préoccupation majeure, celle sur laquelle il ne pouvait transiger parce que c'étaient alors son prestige et celui de son *numaym* qui étaient en jeu, c'est que le traitement dont il bénéficiait à l'occasion d'un potlatch donné fût *proportionnellement* conforme au rang qui était le sien, en comparaison du traitement qui était réservé à ses commensaux. Pour le reste, et même s'il n'était vraisemblablement pas sans éprouver une satisfaction d'orgueil à voir à l'occasion le donataire d'hier s'avérer incapable de rendre à parité, il savait bien que dans la majorité des cas celui-ci se ferait un point d'honneur de s'acquitter de sa dette, en l'assortissant si possible d'un surplus de valeur relative variable.

Toutefois, récupération bien sûr ne veut pas dire thésaurisation, pratique jugée indigne dans cette société qui rejette absolument l'idée d'accumulation qui ne soit pas prélude à redistribution: les biens recouverts par notre premier donateur allaient tout simplement servir à financer le potlatch rendu nécessaire par le contre-don, et qui

viendrait s'insérer dans le cycle des fêtes que le noble kwakiutl se devait de donner à des moments déterminés de sa vie individuelle et de sa carrière sociale (si tant est qu'une telle distinction ait un sens dans une société aussi policée) pour justifier son rang. On se trouve donc au-delà de l'intérêt particulier, dans un système d'échange qui mobilisait l'attention passionnée et les aspirations de tous, et finissait par constituer le moteur même du fonctionnement social.

LE CONTACT

Cela durait ainsi depuis la nuit des temps.

Puis un (beau?) jour survinrent des êtres inconnus, de ces dieux sans doute dont parlaient les mythes. Des créatures étranges, au visage pâle, dotées d'un bâton magique singulièrement efficace pour tuer à distance les animaux sauvages.

On était au dix-huitième siècle, et les Blancs parvenaient enfin dans ce recoin longtemps ignoré de l'Océan Pacifique: les Russes d'abord, au milieu du siècle, le Danois Vitus Bering ayant franchi pour leur compte le détroit qui porte aujourd'hui son nom. Ils avaient établi des comptoirs maritimes en Alaska, d'où ils organisaient des campagnes de traite jusque sur la côte du Nord-Ouest, dont ils avaient reconnu la richesse en animaux à fourrure.

Les Espagnols s'étaient inquiétés de cette incursion étrangère dans une zone qu'ils considéraient comme relevant de leur autorité depuis que, le premier à franchir l'isthme de Panama, l'un de leurs lointains conquistadors, Nunez de Balboa, avait pris possession au nom de Madrid de la "mer du Sud", que Magellan quelques années plus tard qualifierait de "pacifique". Maîtres de la côte du Chili à la Californie, ils se hâtèrent de dépêcher au nord plusieurs navigateurs avec pour mission de contenir les ambitions russes dans la région. L'un d'entre eux, Bodega y Quadra, prit d'ailleurs formellement possession de l'Alaska en 1775.

Pendant ce temps, Cook préparait son troisième voyage, celui qui devait le conduire jusque sur la côte du nord-ouest, mais aussi avoir pour conclusion funeste sa mort violente à Hawaii. Les Anglais s'inquiétaient en effet de ce que, du fait de leur nouvel intérêt pour le nord, les Espagnols fussent désormais à même de trouver l'entrée du passage mythique permettant de relier la Baie d'Hudson à l'Océan Pacifique, et dont on pouvait désormais imaginer qu'elle se situait entre la Californie et l'Alaska. Ils dépêchèrent donc Cook en mission de reconnaissance jusque dans les glaces du Pacifique nord. Au cours de son voyage, le navigateur fut amené à passer plusieurs semaines auprès des indigènes qui peuplaient la côte occidentale de l'île de Vancouver, les Nootka, avec lesquels il entra immédiatement dans des relations commerciales qui paraissaient mutuellement profitables. Les indigènes semblaient tout particulièrement intéressés par les objets de

métal, quant aux Anglais ils amassèrent en prévision du voyage qu'ils devaient poursuivre vers le nord un lot important de fourrures de loutre de mer, qui se révélèrent extrêmement rémunératrices lorsqu'au cours de leur voyage de retour après la mort de leur capitaine ils les négocièrent sur le marché chinois destiné aux exportations vers l'Occident.

Il s'ensuivit fatalement de cette fructueuse opération une ruée vers les fourrures, qui allait bientôt conduire à la quasi extinction de la loutre. Tandis que les Espagnols, dépassés par les événements, quittaient progressivement la scène et abandonnaient formellement en 1792 (accord de Nootka avec les Britanniques) leurs prétentions sur la zone, nombreux furent les navires, principalement anglais et américains, qui embarquèrent pour un interminable mais fructueux périple autour du monde: chargés de marchandises dont ils savaient les indigènes friands (métaux, fusils, vêtements, alcool), ils contournaient l'Amérique par le Cap Horn, négociaient avec les Indiens l'achat de leurs fourrures (de plus en plus cher d'ailleurs, les indigènes ayant eu tôt fait d'assimiler les rudiments du commerce international et de jouer les acquéreurs blancs les uns contre les autres), et se rendaient ensuite directement à Canton où ils vendaient à prix d'or leur cargaison de fourrures et se chargeaient en thé, épices, soie et porcelaines qu'ils rapportaient en Occident. Ce commerce triangulaire dura à peu près un demi-siècle, et ne survécut pas à la loutre de mer, petit animal inoffensif, insouciant et grégaire que les indigènes, rompus à une chasse autrement plus hasardeuse aux grands mammifères marins, exterminaient comme en se jouant.

Pendant ce temps, les premiers explorateurs avaient réussi le voyage par voie de terre, à commencer par Alexander Mackenzie qui, travaillant pour la North West Company, une société montréalaise de traite, franchit les Rocheuses canadiennes et parvient sur la côte en 1793. La vénérable compagnie londonienne de la baie d'Hudson, qui absorbe la North West en 1821, gère ainsi dès les années 1830 une chaîne ininterrompue de comptoirs entre l'est canadien et cette nouvelle frontière que constitue alors l'Océan Pacifique. Elle poursuit donc cette politique sur la côte proprement dite, y installant au contact des principaux foyers de population indigène une série de postes de traite fortifiés qui vont grandement contribuer à modifier la nature du commerce, ainsi que de façon générale les relations avec les Indiens, puisque désormais des Blancs vont venir s'installer de manière permanente auprès d'eux: la métropole actuelle de Vancouver procède ainsi du comptoir installé en 1827 en amont de l'estuaire du fleuve Fraser, Fort Langley, et sur l'île de Vancouver qui lui fait face, il en va de même de la très britannique cité de Victoria, qui hérite d'un poste fondé par la Compagnie en 1843 pour servir de centre à ses activités sur l'ensemble de la zone. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore cette petite ville que l'on ne peut atteindre du continent que par voie maritime ou aérienne constitue toujours le siège du gouvernement et du Parlement de la province de Colombie Britannique.

La découverte d'un gisement de charbon en pays kwakiutl conduit l'administration à ouvrir en 1849 sur la côte nord-est de l'Île de Vancouver, proclamée la même année colonie de la Couronne, un poste qu'elle baptise Fort Rupert. Les Indiens ne sont pas longs à saisir l'opportunité qui s'offre à eux, et presque immédiatement quatre tribus viennent s'installer à proximité de l'implantation européenne: il y a du travail à la mine, les fourrures sont

bonnes à vendre, fussent-elles désormais celles d'animaux terrestres, et l'on peut au surplus servir d'intermédiaire entre les Blancs et les autres tribus, en prélevant au passage une commission substantielle sur le prix de vente des marchandises. Quant à réunir les produits qui intéressent les Blancs, et que ceux-ci sont prêts à payer libéralement aux yeux des Indiens qui découvrent ainsi l'économie monétaire, quoi de plus facile à la vérité que de prendre au piège des animaux à fourrure, de distraire pour le commercialiser une partie du surplus de saumon que l'on doit de toute façon accumuler pour l'hiver, ou de se louer auprès des patrons-pêcheurs pour aider à la chasse au phoque? Il n'y a là que l'utilisation de techniques dont les indigènes sont par définition des experts, et les Kwakiutl se coulent avec une parfaite aisance dans le mode nouveau de production. Leur organisation du travail n'en est du reste pas fondamentalement altérée: ils continuent à assurer leur autosuffisance alimentaire, et les nouvelles tâches qui s'offrent à eux s'inscrivent sans difficulté dans le cadre des déplacements auxquels leurs activités traditionnelles de réunion de la nourriture les ont de toute façon accoutumés, et qui peuvent maintenant inclure aussi bien la récolte salariée du houblon dans la basse vallée du Fraser que la prostitution des femmes à Victoria, dont la ruée vers l'or fit pour un temps le port le plus actif au nord de San Francisco.

Les mois d'hiver restent, comme par le passé, invariablement consacrés à l'activité cérémonielle et festive, et comme les conditions de la vie domestique demeurent à peu près inchangées et ne poussent pas à de gros investissements en équipements, la quasi totalité des profits monétaires ou en nature que l'on a réalisés peut être mobilisée en faveur de la fête. Dans les années qui suivirent la fondation de Fort Rupert, l'activité de potlatch se fit donc plus trépidante que jamais, et les Kwakiutl n'auraient eu qu'à se féliciter de cette nouvelle ère d'abondance si le Contact ne s'était accompagné de conséquences démographiques qui s'avérèrent rapidement désastreuses, et ne furent pas loin de conduire à la disparition pure et simple de cette nation indigène.

À l'époque de Fort Rupert, cela fait plus d'un demi-siècle en effet que les Indiens règlent à coups de fusil les conflits intertribaux qui n'avaient jamais cessé de les opposer, mais étaient restés forcément d'ampleur limitée tant que les intéressés n'avaient eu à leur disposition que les lances, les arcs et les flèches de la période aborigène: on imagine aisément combien les combats purent gagner en efficacité meurtrière quand il leur devint possible de s'approvisionner en armes à feu. Les profits engendrés par le commerce avec les Blancs aiguisant les rivalités, des villages entiers furent décimés, et à l'extrême-sud du pays kwakiutl une tribu particulièrement agressive, les Lekwiltok, put même mener une guerre de conquête et d'extermination contre une "nation" étrangère, les Comox, s'assurant la maîtrise de la zone très convoitée, car propice au pillage des embarcations, qui commande la partie la plus étroite du passage séparant l'île de Vancouver du continent. Ils avaient été tout simplement plus rapides que leurs adversaires à se procurer des fusils.

Les Anglais ne tardèrent pas à réagir, recourant sans trop d'états d'âme à la politique de la canonnière et détruisant des villages entiers lorsqu'il avait été attenté à la vie de l'un ou l'autre de leurs ressortissants. Ils en vinrent à intervenir aussi lors d'incidents qui avaient mis aux prises des tribus rivales, et leur politique eut le mérite de mettre un terme

à peu près définitif aux guerres inter-indiennes à compter de 1865.

C'est alors que la maladie prit le relais du fusil.

En 1862, une terrible épidémie de variole frappa Victoria, et, colportée par les travailleurs indigènes qui rentrent précipitamment sur leurs terres, s'étend rapidement à l'ensemble de la côte, faisant plusieurs dizaines de milliers de victimes.

Les épidémies bactériennes et virales étaient à peu près inconnues des populations aborigènes préalablement au Contact. Elles firent leur apparition dès les premiers échanges avec les Blancs, et l'on considère que dès les années 1770 au moins un tiers de la population indigène de la côte fut décimée par la variole. Puis vinrent la rougeole, la grippe, la tuberculose et les maladies vénériennes: chacune de ces affections fit des ravages dans une population qui n'avait pas encore développé de défenses les concernant. De façon générale, une communauté indienne frappée par la variole connaissait deux mois de contagion intense au terme desquels un tiers de la collectivité disparaissait. Les survivants étaient immunisés, mais pas les enfants nés après la fin de l'épidémie: c'est ainsi qu'entre 1770 et 1870 environ, les épidémies de variole frappèrent la côte une fois par génération, éliminant systématiquement à chaque vague de contagion un tiers de ceux qui n'avaient pas développé d'immunité.

Concernant les Kwakiutl, les chiffres dont nous disposons se passent de commentaire: de quelque huit mille sans doute vers 1835, leur nombre ne va cesser de diminuer jusque dans les années vingt, où ils seront à peine plus d'un millier avant que la courbe enfin ne s'infléchisse. Or ce n'est pas le moindre de leurs paradoxes que d'avoir puisé dans la saignée apparemment irrémédiable d'une population qui se mourait les fondements mêmes de la période flamboyante de leur culture.

L'EMBALLEMENT

Dans quelque communauté que ce soit, un taux de dépopulation de 85% sur un siècle ne pourrait manquer de porter un coup rédhibitoire à l'organisation sociale. On ne saurait dans ces conditions qu'admirer la résistance farouche que les Kwakiutl opposèrent au processus de désintégration qui les menaçait, et la souplesse avec laquelle ils surent tirer parti de la raréfaction des personnes pour mieux impliquer encore que par le passé l'ensemble de la collectivité dans le jeu social.

On se souvient que l'unité de base de la société kwakiutl était le *numaym*, qui rassemblait sous un ou plusieurs toits une parentèle élargie qui se reconnaissait un ancêtre fondateur commun. Chaque *numaym* était dépositaire d'un certain nombre de noms ou de titres qui autorisaient leurs détenteurs à exercer des prérogatives particulières dans les potlatches: donner ou bien assister le donateur, et recevoir à proportion de son rang. Ces positions aristocratiques prestigieuses, par définition rares, se trouvèrent du fait

de la dépopulation devenir vers la fin du dix-neuvième siècle plus importantes en nombre que celui des hommes adultes kwakiutl qui avaient survécu, toutes catégories sociales confondues, et dans bien des cas les héritiers naturels qui auraient pu y prétendre (fils, frère cadet) avaient disparu. Or il ne pouvait être question pour les Indiens de renoncer, fusse en l'absence de titulaire adéquat, à ces titres qui remontaient aux origines mythiques de leur groupe et lui étaient comme consubstantiels.

L'aristocratie recourut bien entendu à des expédients pour préserver ses privilèges (transfert des places à une femme ou à un enfant, ou encore cumul des positions par le même titulaire), mais la conséquence la plus spectaculaire de la nouvelle donne est que des parents éloignés, voire des roturiers récemment enrichis, furent désormais habilités à prétendre à l'attribution de positions devenues vacantes en organisant en situation de rivalité des distributions de biens de plus en plus dispendieuses. Leur naissance obscure ne leur eût autrefois jamais permis d'aspirer à de telles dignités.

Il s'agit certes là d'une évolution de type égalitariste, comme d'une nuit du 4 Août induite par la crise que connaît cette société coutumière, mais plus profondément encore d'un véritable changement de nature de l'institution: en d'autres termes, alors que le potlatch servait jusqu'alors à valider un statut aristocratique qui lui préexistait, il pouvait désormais constituer le mode même d'accès à ce statut.

Peu importait d'ailleurs que ces nouveaux acteurs du potlatch n'aient plus à leur disposition la force de travail de la parentèle, qui seule pouvait permettre auparavant au chef de réunir en les faisant fabriquer spécialement les marchandises artisanales qu'il souhaitait distribuer: le commerce blanc a en effet rendu disponibles des produits manufacturés reproductibles à volonté, et pour peu que l'on ait les moyens de les acquérir le potlatch devient à cette époque une entreprise largement individuelle, fondée sur la richesse personnelle du donateur, et sur sa capacité à rassembler par une méthode qui évoque le crédit bancaire le complément de financement éventuellement nécessaire à la réalisation de son projet.

Le donateur est en effet partie à un système de prêts et d'emprunts qui lui permettent de mobiliser au moment du potlatch les moyens financiers considérables dont il a besoin. Il est alors en droit d'exiger de ses débiteurs le remboursement des prêts qu'il leur a consentis, et il peut lui-même contracter des emprunts à des taux usuraires qui varient en fonction de la durée du prêt et de la surface sociale de l'emprunteur: dans le nord-ouest comme ailleurs, on ne prête volontiers qu'aux riches, et ceux qui n'inspirent qu'une confiance relative doivent accepter de payer, s'ils en sont capables, des intérêts exorbitants (entre 200 et 300%). Dans le cadre d'une transaction entre deux prêteurs ayant raisonnablement confiance dans la solidité financière du partenaire, les taux déjà considérables semblent avoir été compris entre 20% jusqu'à six mois et 100% sur un an, mais les placements que l'on a soi-même effectués et les dividendes que l'on est en droit d'attendre au moment de la restitution du potlatch permettent de supporter la cherté des emprunts.

Les objets réunis au terme de ces opérations financières sont pour la plupart destinés à la vie quotidienne (pièces de tissu, sacs de farine, meubles, vaisselle), mais les quantités dans lesquelles ils sont distribués les dépouillent clairement de toute visée d'utilisation

pratique: ce sont des objets à caractère fiduciaire, dont l'accumulation en séries de modèles identiques permet d'apprécier objectivement le degré de prodigalité du donateur. Très rapidement, la couverture de laine de la Compagnie de la Baie d'Hudson s'impose comme article de base et unité de compte, y compris pour le système de crédit: par le nombre illimité d'exemplaires que le négociant de la Compagnie, sans nul doute ravi de l'aubaine, est en mesure de mettre à disposition, par son prix modique aussi (trois peaux de renard à l'origine, de cinquante cents à un dollar et demi selon la qualité de l'article lorsque les Kwakiult eurent eu accès par la vente de leurs produits ou leurs travaux salariés à la monnaie canadienne), elle peut être manipulée dans des quantités qui donnent le vertige: il y eut ainsi des potlatches, certes exceptionnels, où ce sont plusieurs dizaines de milliers de ces couvertures qui furent ainsi distribuées!

De façon générale, le potlatch traduit la fascination d'une culture produisant avec peine un nombre forcément limité d'objets artisanaux pour la prodigalité standardisée héritée de la révolution industrielle. Au tournant du siècle, cette fascination se traduira par la distribution d'objets machiniques et somptuaires qui semblent le catalogue d'un bazar des temps nouveaux: canoës à moteur, gramophones à pavillon, jusqu'à la machine à coudre Singer qui trône parmi le bric-à-brac complaisamment exposé aux regards préalablement à sa dispersion.

Entre-temps, l'origine des participants s'est diversifiée: jusque fort avant dans le dix-neuvième siècle, le potlatch n'avait jamais associé en effet que les *numayms* d'une tribu donnée, ou à la rigueur de tribus géographiquement proches par le lieu de résidence ou d'acquisition de la nourriture, et liées entre elles par des relations d'alliance matrimoniale. Mais avec la fondation de Fort Rupert, le monde kwakiutl est désormais pourvu d'un centre, et ce sans doute pour la première fois de son histoire: l'arrêt des guerres a rendu sûr un pays dans lequel on limitait autrefois prudemment ses déplacements, le poste de traite attire les tribus éloignées, et ceux des indigènes qui sont venus d'emblée s'installer à proximité du comptoir servent volontiers d'intermédiaires intéressés à ces tribus auprès de la Compagnie. Ce sont eux, les "Kwakiutl" au sens étroit du terme, qui vont progressivement associer à leurs potlatches trois, quatre, bientôt près d'une dizaine de tribus.

Ceci n'alla pas sans poser de redoutables problèmes de préséance : les hiérarchies étaient en effet clairement établies, et ce en principe depuis les origines, dans le cadre des appariements traditionnels entre *numayms* accoutumés à s'inviter mutuellement. En revanche il n'avait évidemment jamais existé de "classement" des tribus, et si toutes semblent avoir reconnu d'emblée la prééminence de leurs partenaires de Fort Rupert, qui s'étaient considérablement enrichis et jouaient un rôle moteur dans le nouvel ordre des choses, parmi les autres tribus il n'était pas question pour tel ou tel chef d'accepter de se voir sans raison valable moins bien traiter que tel autre. La multiplication des potlatches dans les années qui suivirent la fondation de Fort Rupert témoigne donc de cette phase inédite, voire aberrante, de compétition des tribus pour figurer honorablement dans le "classement général" qui se met alors en place. Deux solutions se présentaient en effet en pareil cas à celui qui demande en quelque sorte que justice lui soit rendue: imposer à son

adversaire une surenchère de dons qui amènera celui-ci à reconnaître *in fine* son insolvabilité et fera valoir la supériorité du plaignant, ou entrer avec lui dans une spectaculaire orgie de destruction mutuelle de marchandises.

La destruction a ceci de commun avec le don qu'elle conduit comme lui à se séparer de l'objet, mais du point de vue indigène elle présente cet inestimable surcroît de prestige qu'elle n'est pas prélude à restitution, et témoigne donc plus éloquemment de la superbe de celui qui s'y engage. Elle est pure consommation, mieux, consommation, et le brasier qui occupe le centre de la maison de potlatch joue en l'occurrence un rôle prépondérant: on y brûle des canoës, des cuivres blasonnés, des billets de banque, on l'attise en y jetant d'importantes quantités de précieuse huile de poisson-chandelle, l'adversaire étouffe le feu sous une montagne de couvertures, etc. etc.

Les premières descriptions ethnographiques datent de cette époque, et si la frénésie qui s'empare alors des populations a beaucoup fait pour rendre le potlatch célèbre dans la littérature anthropologique, il n'est pas certain que cela ait beaucoup aidé à la compréhension du phénomène. On a souvent pris pour constitutif du potlatch ce qui n'était que le témoignage d'une crise profonde de l'institution, liée aux bouleversements structurels induits par le Contact. Bref, on a souvent voulu voir un classicisme dans ce qui était en réalité une décadence, somptueuse et flamboyante d'ailleurs comme elles le sont souvent.

Quoi qu'il en soit, avec la dépopulation et l'intensification des relations commerciales qui unissaient désormais les tribus, les potlatches en vinrent progressivement à concerner l'ensemble du pays kwakiutl, et à peu près tous les hommes adultes. Dans un pays pacifié par la canonnière où les veillées bruissaient d'exploits guerriers encore tout proches, le potlatch fut vécu par les indigènes comme un grand théâtre de la guerre, doté de ses préparatifs, de sa stratégie de campagne et de ses chants patriotiques, et ils s'y adonnèrent avec d'autant plus d'enthousiasme qu'ils pouvaient tous désormais en être les acteurs et y trouver la gloire: "Quand j'étais jeune, j'ai vu des fleuves de sang versés à la guerre. Mais l'homme blanc est venu et a mis fin par la richesse à ce fleuve de sang. Aujourd'hui, c'est avec la richesse que nous combattons."

LA VINDICTE

En 1858, vingt-cinq mille prospecteurs américains se ruent vers l'or du fleuve Fraser. Les Anglais, inquiets de ce qu'un tel afflux de population puisse donner aux Etats-Unis des idées d'expansion territoriale vers le nord, proclament aussitôt la zone continentale colonie de la Couronne sous le nom de Colombie Britannique. Ils lui adjoignent en 1866 l'île de Vancouver, et la nouvelle colonie rejoint en 1871 la jeune confédération canadienne, moyennant la promesse (elle sera tenue en 1886) qu'une ligne de chemin de fer viendra

bientôt la relier aux provinces de l'est.

L'administration des Affaires indiennes avait relevé jusque là de la responsabilité du gouverneur de la colonie. Elle allait dépendre désormais des autorités fédérales, et dès 1872, le rapport annuel soumis au Gouverneur Général attire l'attention du représentant de Sa Gracieuse Majesté sur les effets pernicieux d'une coutume baptisée "Patlache", présentée comme un mode de préservation par les chefs coutumiers de leur pouvoir despotique.

"Les chefs (...) utilisent des pratiques qui leur sont propres de manière à conserver autant d'influence que possible sur leurs gens. Certains d'entre eux font cadeau à leurs gens, sous le nom de "Patlache", de couvertures, de nourriture, d'armes à feu, etc. etc. Les cadeaux sont distribués en abondance, mais ceci s'accompagne d'un trait singulier, à savoir qu'ils en attendent une restitution à l'occasion d'un futur rassemblement. Le surintendant [NDA: responsable fédéral des Affaires indiennes pour la province de Colombie Britannique en résidence à Victoria] considère que ces usages ont un effet néfaste et encouragent l'oisiveté, et exprime le souhait qu'avec le temps cette coutume deviendra obsolète."

La complexité du dossier indien (qui comportait la question vitale du régime des terres) conduisit le gouvernement fédéral à créer en 1880 un département ministériel spécifique, qui procéda en Colombie Britannique à l'ouverture de plusieurs agences des Affaires indiennes (dont l'une pour le pays kwakiutl) placées sous l'autorité du surintendant de Victoria.

Les missionnaires, qui s'étaient installés dans la province depuis les années 1850, et les agents de l'administration nouvellement en place ne tardèrent pas à inonder Ottawa d'informations généralement concordantes –et alarmantes-- sur le potlatch, ce fléau qui "se vautrait tel un énorme incubé sur tout l'effort philanthropique (...) consenti pour l'élévation des Indiens".

Il ressortait de leurs rapports et libelles que les indigènes, "entourés de coffres pleins de marchandises toutes prêtes pour le potlatch", continuaient malgré leur exceptionnelle prospérité à vivre dans des conditions de logement, de vêtement et d'hygiène très défectueuses. Rétifs à toute recommandation d'investissement productif, ils abandonnaient sans vergogne leurs travaux (ou leurs emplois s'ils étaient salariés) durant la longue période cérémonielle, pour se rendre en des lieux de rassemblement où ils passaient plusieurs semaines dans des conditions de précarité et de promiscuité qui favorisaient les affections pulmonaires, ainsi que la propagation des maladies vénériennes et des diverses épidémies. La consommation d'alcool était également pratiquée généreusement au cours de ces rassemblements, parmi des populations qui autrefois ne le connaissaient pas. Le potlatch était donc désigné comme l'un des principaux facteurs de la saignée démographique, notamment chez les enfants en bas âge où la mortalité atteignait des taux effrayants, et chez les vieillards, abandonnés à leur sort souvent sans nourriture ni combustible dans les villages désertés au plus fort de l'hiver. Les débuts de la scolarisation étaient rendus problématiques par les déplacements incessants que le potlatch imposait aux familles. Enfin, pour couronner le tout, la contrebande de l'alcool et la prostitution des épouses et des filles constituait un facteur non négligeable de financement de l'institution.

En avril 1883, une pétition demandant la suppression du potlatch fut adressée au surintendant par des chefs christianisés de la zone nord. Elle avait évidemment été inspirée, et obligeamment rédigée, par leurs missionnaires méthodistes et anglicans. Transmise par le fonctionnaire à Ottawa, accompagnée d'un commentaire où le surintendant plaidait en faveur d'une législation répressive qui serait selon lui "chaleureusement accueillie" par de nombreux Indiens, elle emporta la décision du gouvernement, qui ne pouvait rester plus longtemps sourd à la condamnation unanime dont le potlatch faisait l'objet de la part de tous ceux qui travaillaient à l'amélioration de la société indigène.

Selon la "doxa" canadienne, il appartenait en effet au colonisateur qui assurait la tutelle de la population indienne de l'arracher par une politique volontariste à ses pratiques et à ses croyances archaïques, afin de l'intégrer progressivement à la société productiviste. Le potlatch avait été identifié comme la source de maux structurels gravissimes: il contribuait puissamment au déclin démographique, constituait un obstacle fondamental au développement économique, entravait l'éducation des enfants et encourageait le vice. Il devait donc être éradiqué, et c'est dans cet esprit que, en l'attente d'une législation prévue pour la session parlementaire suivante, le Gouverneur Général parapha en juillet 1883 au nom de la Reine une proclamation "enjoignant, recommandant et pressant instamment" les Indiens de renoncer au potlatch. Et de fait, quelques mois plus tard, en avril 1884, le Parlement fédéral adoptait un amendement à la "Loi sur les Indiens" de 1876: la participation à "la fête indienne connue sous le nom de *Potlach*", ou l'aide à son organisation, constituaient désormais un délit passible d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois. La "Loi sur le potlatch" était née.

Tout ceci était, bien entendu, parfaitement incompréhensible aux yeux des Indiens, parce qu'incohérent: voici en effet que ces mêmes Blancs qui leur avait imposé *manu militari* de renoncer à leurs guerres intestines leur interdisaient maintenant de fraterniser avec leurs ennemis d'hier, et de sceller cette amitié nouvelle par un échange cérémoniel de cadeaux, semblable à celui que les Blancs eux-mêmes pratiquaient au jour anniversaire de la naissance de ce Sauveur dont leurs missionnaires leur prêchaient la Parole.

Il leur était par ailleurs intolérable, parce que c'était pour eux le comble du déshonneur et qu'ils vivaient dans une société fondée sur le prestige, de laisser impayées les dettes qu'ils avaient contractées à l'occasion de potlatches passés, et, plus fondamentalement encore (bien que ceci ait probablement échappé aux Blancs faute d'information anthropologique disponible), ils ne savaient tout simplement pas comment continuer à faire fonctionner leur société sans cette chambre d'enregistrement que constituait le potlatch: sans potlatch en effet pas de validation des titres, et donc pas d'autorisation à exercer les privilèges qui leur étaient afférents. Bref, c'est comme si les Blancs, au motif d'ailleurs bien intentionné d'aider à l'amélioration de la société indienne, s'étaient attaqués du même coup à sa Loi fondamentale, la livrant ainsi à la paralysie et à l'anarchie.

Pour compliquer encore un peu les choses si nécessaire, les Blancs ne s'étaient guère

donné les moyens de leur législation. L'Agent des Affaires indiennes, esseulé dans un environnement devenu hostile (les négociants blancs, intéressés à vendre aux Indiens les marchandises du potlatch, lui étaient du reste à peu près aussi farouchement opposés que les indigènes), était censé contrôler un territoire immense, accessible uniquement par voie de mer, et épuisait l'essentiel du maigre budget de fonctionnement dont il disposait en frais de déplacements d'ailleurs absurdes, les indigènes étant libres de se livrer à toutes les festivités qu'ils souhaitaient dès que le fonctionnaire avait le dos tourné.

Agent fédéral, il était par ailleurs dépendant de la police et de la justice provinciales pour assurer l'application de la loi (arrestation, condamnation, incarcération), mais là aussi il se heurtait à l'inertie d'administrations peu soucieuses de coopérer dans un domaine qu'elles estimaient relever de la compétence d'Ottawa. Ce n'est qu'en 1888 que la Province finit par accepter d'assumer les charges de police concernées, non sans que les Fédéraux aient dû accepter de lui abandonner en échange les amendes perçues au titre de la contrebande indienne sur les alcools...

C'est ainsi qu'en 1889, l'agent affecté à la zone kwakiutl, qui se trouvait occuper également les fonctions de juge de paix, put procéder à la première arrestation au titre de la loi sur le potlatch. Le prévenu, un indigène de la tribu Mamalillikulla, reconnu sans difficulté avoir par deux fois invité pour un potlatch les membres d'autres tribus, et plaida donc coupable. L'Agent le condamna à la peine maximum prévue par la loi, soit six mois d'emprisonnement. Malheureusement pour le fonctionnaire, le juge provincial chargé d'examiner la procédure d'appel qui s'ensuivit cassa d'emblée le procès pour vice de forme, l'Agent ayant selon lui abusé de son pouvoir en se substituant indûment aux tribunaux provinciaux. En fonction de quoi le magistrat prononça la relaxe du condamné.

Plus grave encore, le juge assortit sa décision d'un commentaire d'où il ressortait que la nature du potlatch n'ayant pas été définie par la loi le concernant et que, d'après ce que le magistrat "savai(t) de ce rassemblement, il serait bien difficile de l'expliquer", que par ailleurs "différentes personnes semblent avoir différentes opinions de ce que le mot signifie, (...) il semblerait que la législation doive expliciter en quoi consiste la festivité interdite. Sans qu'un prévenu sache en quoi consistent des actions interdites, comment peut-il dire en effet s'il les a commises ou non?".

La loi sur le potlatch n'avait donc pas résisté au premier assaut, et dut être révisée dans des termes plus explicites à l'occasion d'un nouvel amendement voté par le Parlement fédéral en 1895. La cause paraissait donc désormais plaidable, mais c'étaient maintenant les autorités qui étaient en proie au doute. De nouveaux rapports reçus depuis la promulgation du premier arrêté insistaient en effet sur le mécontentement extrême qu'il avait suscité dans la population indigène, et sur les dangers auxquels l'administration s'exposait à adopter une attitude trop militante sur une question jugée après tout secondaire du point de vue de l'intérêt des Blancs. La question fondamentale du droit de la terre, les restrictions qui étaient imposées aux Indiens en matière de pêche et de chasse sur des territoires qu'ils considéraient comme leur ayant été purement et simplement volés, constituaient des sujets de conflits potentiels (ou réels) suffisamment explosifs pour ne pas provoquer les indigènes sur un sujet aussi sensible pour eux que le potlatch, où les Blancs avaient après tout plus à perdre qu'à gagner. Les agents furent donc encouragés

par leur hiérarchie à faire preuve de discernement et de souplesse dans l'interprétation de la loi, d'autant plus que celle-ci ne permettait pas de moduler la sanction en recourant aux amendes, et rendait passible la plus légère infraction d'une peine d'emprisonnement: on s'en remettait donc aux progrès de l'éducation parmi les jeunes, qui ne manqueraient pas d'abandonner à terme le vieil état des choses, ainsi qu'à ceux de la christianisation, qui, à l'exception notable des intraitables kwakiutl, constitua un facteur puissant d'affaiblissement du potlatch sur l'ensemble de la côte au tournant du siècle.

Le conflit mondial vint mettre un terme brutal à cette politique d'apaisement.

LA GUERRE

L'entrée en guerre de l'Angleterre en août 1914 entraîna automatiquement celle de ses *dominions*, et de nombreux Canadiens, anglophones pour la plupart, se portèrent d'emblée volontaires (la conscription n'entra en vigueur que début 1918) pour seconder l'effort de la mère patrie sur les champs de bataille européens. Ils y firent preuve d'un courage remarquable, résistant héroïquement dans les tranchées d'Ypres inondées de gaz asphyxiants (avril 1915), enlevant la crête de Vimy là où les Britanniques et les Français avaient successivement échoué (avril 1917), et s'illustrant dans la guerre aérienne: c'est à un "as" canadien, Roy Brown, que revint l'insigne honneur d'abattre en avril 1918 le Fokker du "Baron Rouge" aux quatre-vingt victoires. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: sur 400.000 Canadiens qui servirent outremer, 60.000 ne revinrent pas, et il y eut près de 180.000 blessés. Les exploits et la vaillance de ces "coloniaux", qui restent aujourd'hui gravés dans la mémoire collective du pays, firent l'admiration générale et ne contribuèrent pas peu à imposer le Canada sur la scène internationale. Le *dominion* eut ainsi sa place à la Conférence de la Paix, et eut droit à une représentation séparée à la Société des Nations.

C'est aussi que le Canada avait joué un rôle de premier plan dans la guerre économique, laquelle avait pris elle-même une importance croissante à mesure que le conflit, que les premiers belligérants avaient prévu expéditif, s'éternisait. Les besoins alliés en munitions avaient contribué au développement d'une industrie d'armement destinée à exploiter les richesses minérales de l'immense pays, et vers la fin de la guerre près d'un tiers des obus utilisés par les Anglais sur les théâtres d'opération français étaient de fabrication canadienne. Les terres aussi avaient été sollicitées, la superficie mise en culture céréalière ayant quasiment doublé au cours des années de guerre pour répondre à la demande alliée.

Le Département des Affaires indiennes n'avait été nullement tenu à l'écart de l'effort national: quatre mille indigènes s'étaient engagés, et les agents avaient reçu instruction de veiller à l'exploitation optimale des ressources alimentaires en zone indigène. Des terres arables qui n'étaient pas mises en culture sur les réserves furent louées à des exploitants blancs, et les Indiens furent exhortés à fournir tout le poisson qu'ils pouvaient aux

conserveries.

Vint 1918, l'année qui allait décider du sort de la guerre, mais tout était encore possible pour les Allemands, qui se croyaient, fût-ce momentanément, en situation de pouvoir l'emporter. La paix de Brest-Litovsk les avait libérés de tout souci à l'est, et ils avaient décidé de jouer leur va-tout sur le front occidental avant que l'arrivée en masse des Américains ne vienne cette fois irrémédiablement modifier l'équilibre des forces en faveur des Alliés. C'était pour eux l'offensive de la dernière chance, mais cette chance était réelle, et Ludendorff ne ménagea ni hommes ni matériel, lançant par cinq vagues successives ses divisions à l'assaut de Paris, qu'il faillit bien encore enlever en juillet par "l'offensive de la paix" (*Friedensturm*) qui se voulait décisive, et qui devait se révéler en réalité son chant du cygne. Dès la première vague d'assaut, à la fin du mois de mars, les Allemands s'étaient suffisamment rapprochés de Paris pour menacer la ville de ces armes de terreur, portant à plus de cent kilomètres, que furent la "Petite" puis la "Grosse Bertha".

Devant les nouvelles alarmantes qui lui venaient du front, le gouvernement canadien recruta une centaine de milliers de conscrits (il n'eut le temps jusqu'à l'Armistice d'en dépêcher que la moitié), édicta des mesures draconiennes de limitation de la consommation alimentaire et appela à la mobilisation générale de la population masculine en faveur de la production agricole et industrielle. Du côté des Affaires indiennes, la lutte contre le potlatch et ce qu'il supposait de dilapidation de ressources désormais d'autant plus précieuses redevint donc d'actualité, et le Parlement vota en avril 1918 une disposition qui autorisait l'agent fédéral, jusque là cantonné dans des tâches d'instruction et donc dépendant de la bonne volonté des tribunaux provinciaux, à prononcer des condamnations sommaires en cas d'infraction à la loi antipotlatch, bref à se faire à la fois juge et partie. Plusieurs inculpations récentes en pays kwakiutl n'avaient en effet abouti qu'à des peines assorties de sursis, que les indigènes interprétaient comme des camouflets infligés par la justice provinciale à l'agent fédéral, ce en quoi ils n'avaient pas tout à fait tort, et comme un encouragement implicite à persévérer dans leurs fêtes, ce dont ils ne se privaient évidemment pas lorsqu'ils revenaient en triomphateurs dans leurs villages.

L'agent des Affaires indiennes alors en poste en zone kwakiutl, William Halliday, estime dans un livre de souvenirs qu'il publia dans les années trente qu'au cours de cette période de guerre "les choses allèrent de mal en pis, le potlatch prenant des proportions de plus en plus grandes". Halliday, qui avait pris ses fonctions en 1906, n'avait cessé d'attirer l'attention du Département sur les difficultés qu'il rencontrait auprès de cette population farouchement attachée à ses traditions, rétive à toute observation de la part de l'administration et peu soucieuse de la législation répressive qui lui était régulièrement rappelée. Dans les "Remarques générales" qu'il destinait en 1913 au Surintendant de Victoria, il exprimait le désabusement que lui inspirait la tâche insurmontable qui lui incombait: "Le travail parmi les Indiens dans cette agence est dans l'ensemble décourageant. Les missionnaires d'obédience anglicane ou méthodiste ont travaillé pendant des années, et l'ont fait avec coeur, mais les résultats semblent négatifs. La principale source de difficultés semble être l'apathie des Indiens eux-mêmes. Ils sont

enfermés pour une large part dans leurs vieilles traditions, en particulier pour ce qui concerne le potlatch et ses ramifications. Toutes leurs pensées sont centrées autour du potlatch. Leurs bâtiments, plus particulièrement les anciens bâtiments, ont été construits entièrement avec en vue cette motivation. Ce sont d'énormes structures pareilles à des étables (...) dans lesquelles ils peuvent accueillir leurs amis et distribuer leurs cadeaux. Les bâtiments sont chauffés par un foyer central, et la fumée sort par un trou pratiqué dans le toit, ainsi que par divers interstices entre les planches murales. Les maisons sont toujours enfumées et cela est mauvais pour les yeux, la plupart des personnes âgées ont donc des problèmes de vue, et beaucoup d'entre elles sont quasi aveugles. L'éducation finira par modifier ces vieilles coutumes, mais cela nécessite du temps et de la patience, et il n'est pas certain que les changements interviennent à temps pour sauver cette population de l'extinction. Le taux de naissance pour l'année écoulée a été de 22,76 pour mille, tandis que le taux de mortalité était de 42,15 pour mille."

Investi par l'amendement de 1918 du pouvoir de prononcer des peines d'emprisonnement, lesquelles ne risquaient plus d'être assorties du sursis par des juges complaisants aux errements des indigènes, Halliday vit au surplus débarquer sur l'îlot d'Alert Bay, où l'agent kwakiutl avait sa résidence, deux sous-officiers de la mythique Police Montée, chargés plus particulièrement de prévenir la contrebande de l'alcool et de faire respecter la loi antipotlatch. Le gouvernement donnait enfin à son représentant les moyens légaux et coercitifs d'atteindre les résultats qu'on espérait de lui, et ceux-ci ne se firent pas attendre: sur la base d'une enquête confiée au Sergent de police Donald Angermann, Halliday prononça en janvier 1920 huit condamnations à des peines de deux mois de prison ferme pour activités de potlatch. A l'exception d'un très vieil homme dont Halliday pensait qu'il ne pourrait supporter physiquement l'incarcération, tous partirent purger leur peine à la prison de Vancouver. Quelque trente-cinq années s'étaient donc écoulées avant que la loi antipotlatch ne produisît les incarcérations dont elle rendait passibles les contrevenants, et Halliday ne manqua pas de se féliciter bruyamment de ce succès dans un message adressé au Surintendant Général Adjoint d'Ottawa, le fonctionnaire de grade le plus élevé dans la hiérarchie du ministère: "Je pense être fondé à dire que les récentes condamnations de huit Indiens à Alert Bay ont fait accomplir un grand pas vers l'extermination du potlatch."

C'était s'avancer un peu vite et utiliser de bien grands mots: dans les tout premiers jours de 1922, Halliday et Angermann eurent vent en effet d'un potlatch qui avait eu lieu autour de Noël à une quinzaine de milles nautiques de leur lieu de résidence, sur l'îlot de Village Island, et qui apparaissait comme la manifestation la plus importante qui ait jamais été organisée sur la côte.

最後のポトラッチ：（その１）白人との出会い

本研究は3部から構成され、1998年から2000年にかけての数回にわたるカナダ出張の際に現地で行った調査に基づいている。本研究の意図は、ポトラッチの儀式に用いられた品々を蒐集した見事なコレクションの歴史を辿ろうとするものであるが、このコレクションは1921年にある記録的なポトラッチが実施された後に押収されていた品々を、カナダ政府が70年代にヴァンクーヴァー島のクワキユートル族のコミュニティーに返還したものである。第1部ではまず、アメリカ大陸北西部沿岸地域に住む原住民諸部族の習慣であるポトラッチに関わる本質的要因を述べ、次いで、主として1850年から1920年にかけての白人との出会いがこの習慣に及ぼした影響を及ぼしたかを検証する。

クワキユートル族は、現在のブリティッシュ・コロンビア州の西部、ヴァンクーヴァー島の北東部と大陸とを隔てる狭い海峡の両岸に数千年前から居住している。その環境から食糧の確保は極めて容易であり、春から秋まで豊富に捕れる魚は薫製にして保存される。こうした余剰産物のおかげで、冬の間には財産（食糧や手工芸品）を分配する儀式を執り行うことができる。この分配儀式は、貴族某が特定の実質的及び象徴的特権を行使したり獲得したりする正当性を招待客たちに認めさせることを目的としている。この時に分配された財産は、贈与された貴族たちの各々が後に実施するポトラッチの際に、できればそれ以上の物を加えて返還され、貴族某は次の自分のポトラッチに必要な財産を蓄えることができる。かくしてポトラッチは継続していくのである。

18世紀末に、カナダ東部の様々な通商会社のために働く探検者たちが北西部沿岸に到達し、主だった原住民居住地の付近に毛皮と魚の保存食品を取り扱う通商会社の派出所が開設された。原住民たちはこの新しい状況に容易く適応し、そこで余剰産物を良い値で売ったり、給料を貰って雇われたりするようになった。現金や原物による収入はたちまちポトラッチへと投入され、かくしてポトラッチはますます盛んになっていく。その一方で、白人の持ち込んだ病気が住民たちに恐ろしい荒廃をもたらし、1835年に8000人だったクワキユートル族の人口は1920年には1000人にまで激減してしまったのである。

クワキユートルの貴族は実質的象徴的特権を代々受け継ぐ世襲制であったため、人口激減はこうした権限を継承する可能性の消滅を引き起すこととなった。その結果、新経済によって豊かになった平民階級が以前は望むべくもなかったこれらの特権的地位を獲得しようと財産分配を競うようになり、ポトラッチはますます豪華になっていった。かつては長期間に及ぶ手工芸の産物であった品々も簡単に購入できる製品となり、量も使用とは何の関係もないほど大量となった。信用貨幣的価値としての品々であり、計算単位はハドソン・ベイ・カンパニーの毛布

であった。何万枚もの毛布が配られたポトラッチもあったという。このように、白人との出会いがまさにポトラッチの爆発的隆盛を招いたのである。

誕生したばかりのカナダ連邦政府に対して現地の役人や宣教師たちが提出した報告書には、ポトラッチが住民に与える害が述べられている。住民たちは住居も衣服も衛生も極めて劣悪な状態で生活し続けていたのである。1884年、カナダ政府はポトラッチを実施したりそれに参加したりした者を禁固刑に処するという反ポトラッチ法を採択した。しかしこの法律は適用が困難であり、第一次世界大戦までは実質的に空文であった。大戦によって住民一致の農工業生産が求められるようになった結果、政府はこの反ポトラッチ法に違反した行為の処罰を実行するに至ったのである。